

Ecole : les nuages s'épaississent

COMMUNAUTÉ PS et CDH admettent que la législature sera très difficile

► Syndicats et pouvoirs organisateurs ont vu PS et CDH.
► Les formateurs n'ont pas démenti nos informations. Il faudra économiser 150 millions en 2015 et autant en 2016. Et cette fois, l'école aura du mal à passer entre les gouttes.

Ils étaient inquiets en venant. Et ils sont sortis de là légèrement sonnés. Oui, la prochaine législature s'annonce « difficile », pour la Communauté française, et pour l'école en particulier.

Sans livrer de précisions, c'est ce qu'ont reconnu le PS et le CDH aux syndicats enseignants et aux pouvoirs organisateurs (PO) qu'ils rencontraient, lundi, en début d'après-midi, afin de les entendre exprimer leurs attentes pour cette législature.

La rencontre a eu lieu à Bruxelles, au parlement de la Communauté française. Le PS était représenté par Elio Di Rupo et Paul Magnette. Le CDH, par Benoît Lutgen et Maxime Prévot. Ils ont d'abord reçu les syndicats de l'enseignement (CGSP, CSC, SEL, SLFP, Appel).

D'entrée de jeu, Pascal Chardome (CGSP) a interpellé les formateurs pour qu'ils commentent les informations que *Le Soir* publiait le matin même.

A savoir : la Communauté devra s'imposer un effort d'économie de 150 millions en 2015 et de 150 nouveaux millions en 2016 (sur un budget total de 9 milliards).

Et ? Rien. Pas de commentaires. « Ils n'ont ni infirmé, ni confirmé, ni minimisé », dit Eugène Ernst (CSC). *Alors qu'ils auraient pu. Voilà une information que Le Soir rend publique le matin même ; alors, si elle est erronée, ils la démentent. Mais rien. Ils n'ont même pas cherché à amoindrir les choses... »*

Donc ? « Donc, ce sera vraiment très difficile », se dit Chardome. *Avec un programme d'économies de 2 fois 150 millions, l'école aura du mal à passer à travers. »*

Eugène Ernst a prévenu le politique : « On a pris des mesures d'austérité dans les années 80 et 90, que l'on paie encore

aujourd'hui, qui laissent encore des traces. Alors, plus jamais ça ! »

Reçus une heure plus tard, dans une ambiance moins tendue, les pouvoirs organisateurs se sont également inquiétés des perspectives budgétaires. Interrogé par *Belga*, Etienne Michel (Secrétariat général de l'enseignement catholique) a signalé qu'Elio Di Rupo avait été « très clair sur l'existence de difficultés financières sérieuses pour la Communauté française ».

Encore une fois, les négociateurs PS et CDH n'ont livré ni chiffres ni démenti. Les PO sont donc tout aussi inquiets que les syndicats. Et Etienne Michel redoute des atteintes à l'encadrement. Il

relève en effet que le personnel engloutit 87 % du budget scolaire et qu'il est difficile d'économiser dans le solde – ces 13 % qui doivent financer les bâtiments, le fonctionnement des écoles.

Comme les syndicats, Roberto Galluccio, le représentant du Cpeons (pouvoirs organisateurs du secondaire officiel), fait valoir qu'il y a de l'argent à trouver dans la lutte contre l'échec scolaire – le redoublement, chaque année, coûte plus de 416,6 millions d'euros.

De quel bois se chauffe le politique ? Que prépare-t-il ? On n'en sait encore rien. Il ne s'agissait, hier, que d'entendre les souhaits des syndicats et des PO.

« Il n'y a pas eu de débat », dit Chardome, évoquant une « rencontre formelle, un peu obligée, et qui ne nous a rien appris sur leurs intentions ».

A peine a-t-il été dit que la majorité songe à rationaliser les options peu fréquentées dans le qualifiant.

Pas de quoi ramener des millions.

On notera que les syndicats ont une liste commune de douze priorités. Où il est question de combattre les inégalités, les concurrences, l'échec. De renforcer l'encadrement. De mettre fin aux « réformattes » et d'ouvrir une vraie réflexion sur le système éducatif. D'améliorer la formation des enseignants, etc.

La douzième et dernière revendication est un souhait général, une sorte de récapitulation de l'ensemble des doléances syndicales. Il s'agit, lit-on, de sensibiliser le monde politique à la « nécessité

d'investir dans les politiques d'éducation. »

Vu le contexte, ce n'est pas pour demain. ■

PIERRE BOUILLON

RÉGION/COMMUNAUTÉ

Quels ministres CDH ?

La formation de la majorité Région wallonne/Communauté n'a pas débuté que le jeu des ministrables égaie déjà le couloir, singulièrement en ce qui concerne les éminences CDH.

Qui en sera ? Lutgen a cinq ans pour faire paisiblement pousser une nouvelle génération ; le casting comportera donc l'un(e) ou l'autre (jeune) inconnu(e). Devrait (sans doute) s'effacer André Antoine, ministre régional depuis 2004 et trop vieille garde. Même topo pour Marie-Dominique Simonet, ministre de l'Éducation de 2004 à 2013, quand elle a passé le relais pour raisons de santé.

Ne souhaitant plus (re)vivre l'usant tempo ministériel, elle resterait dépu-tée. Celle qui l'a remplacée à l'Enseignement, Marie-Martine Schyns (photo), devrait rempiler (elle n'a pas démerité et c'est une trouvaille de Lutgen). A quel poste ? A l'enseignement obligatoire si le CDH garde le portefeuille. Ou à l'enseignement supérieur si, comme on le dit, le PS veut reprendre les niveaux fondamental et secondaire.

Carlo Di Antonio, ministre régional sortant, est jugé trop effacé. Pour le Hainaut, on parle plutôt, et notamment, de Catherine Fonck (au fédéral ou à la Région). Elle n'est pas la meilleure amie de Lutgen mais elle a scoré le 25 mai et Lutgen aura du mal à l'ignorer. Pour la Région, on parle encore de Maxime Prévot. Pour la Région ou la Communauté, on parle enfin de... Melchior Wathelet. Au fédéral depuis 2003, l'enfant chéri du CDH s'est sévèrement planté avec le survol de Bruxelles. Pas retiré du casting, donc. Mais puni quand même.

P.B.N